



Monsieur le Directeur Académique,

Ce CHSCTD fait suite au 1^{er} mai 2020, qui sonne dans nos esprits comme une fête des travailleurs hautement symbolique. Plus que jamais, les travailleurs sont cette année à l'avant-scène : la crise sanitaire a mis sous la lumière ceux et celles qu'on oublie, ceux et celles qu'on ne voit pas, et qui pourtant continuent de travailler, malgré le danger, pour faire vivre la société ; le confinement révèle les grandes difficultés de ceux et celles qui travaillent à distance ou en présentiel, et qui souffrent de l'isolement et du recours abusif au tout numérique ; voilà maintenant bientôt deux mois que l'ensemble des agents de la fonction publique ne cesse d'assurer ses missions au service de la population, sans faiblir ni faillir. L'annonce du déconfinement progressif, de la réouverture des écoles, de la reprise des transports en commun, est le signe funeste du mépris de notre président et de notre ministre pour ses travailleurs et travailleuses.

Ce mépris se lit aussi dans le refus inadmissible et réitéré du gouvernement de reconnaître une infection au Covid 19 comme imputable au service pour l'ensemble des agents au contact du public. Les personnels du service public d'éducation et des collectivités territoriales intervenant dans les écoles et établissements scolaires seront particulièrement exposés à ce risque. Devant tant d'indifférence, comment peut-on envisager un retour sur le terrain sans angoisse ni inquiétude ? Que privilégie-t-on vraiment par cette réouverture sans préparation, sans concertation, formulée contre l'avis du Conseil Scientifique ? La précipitation est un véritable risque professionnel que M. Blanquer se refuse à mesurer. Elle met en péril tous les personnels, quelles que soient leurs missions : parce qu'elle les empêche d'évaluer avec rigueur les risques qu'ils encourent, parce qu'elle les empêche de penser sereinement l'organisation collective de leur travail, parce qu'elle les rend responsables d'une décision qui leur est arbitrairement imposée.

Décision annoncée dans les médias, sans aucune consultation préalable des acteurs de terrain que sont les communes et les enseignants.

Sans compter que les collègues ont le sentiment de servir de caution à une reprise qui permettrait "soit disant" d'aider les élèves en difficulté ou en fracture numérique, alors que tout le monde est convaincu que ce sont des raisons économiques qui motivent cette précipitation.

Plusieurs dizaines de courriers d'équipes ou de directeurs/trices ont été envoyées aux IEN ou à vous même et de très nombreux collègues s'adressent chaque jour à nous, représentants du personnel, faisant état du même constat : l'infaisabilité de cette reprise dans des conditions sanitaires respectueuses de la santé des personnels, des élèves et de leurs familles.

L'impossibilité de faire respecter les gestes barrière aux jeunes élèves en tous lieux, classe, couloirs, cour, toilettes... : l'accueil des enfants de soignants qui est mis en place depuis le 16 mars devrait servir d'expérience : 2 enseignants pour un groupe de 10 élèves pose déjà des problèmes de gestion du groupe.

Comment demander à un enfant de rester à sa place un long moment, de ne rien échanger, de ne pas toucher, de ne pas avoir accès au matériel habituel rassurant et symbolique, de ne pas se faire aider pour s'habiller, se moucher, de lui refuser tout geste rassurant.

Et qu'en est-il des élèves qui ne se rendront pas dans les écoles et les EPLE et pour lesquels il n'est pas possible de demander aux enseignant.es un double travail (en présentiel et en distanciel) ?

Comment demander à un collègue d'une autre classe de poursuivre un travail en distanciel pour lequel il aura fallu plusieurs jours pour qu'il se mette en place, pour lequel il aura fallu souvent gagner la confiance des familles en les contactant régulièrement par téléphone créant ainsi un lien qui a permis un soutien indispensable aux élèves les plus fragiles ?

L'accueil des élèves prévu le 12 mai après une journée de pré-rentrée fait subir une pression inacceptable aux collègues. Pointer toutes les mesures sanitaires exigées, faire remonter ces dernières aux collectivités territoriales, prévoir les sens de circulations, organiser l'accueil, la circulation, les récréations, la pause méridienne, la sortie, installer la signalétique, ne peut se faire en un jour.

A cela s'ajoute les nombreuses demandes et sollicitations de la part de certains IEN : nombreux tableaux à remplir, questionnaires qui s'apparentent plus à du contrôle qu'à une nécessité et contribuent à générer du stress supplémentaire, inutile dans la période.

Nous vous interpellons solennellement Monsieur le Directeur Académique, sur les risques psychosociaux et la dégradation de la santé des personnels dus à cette situation, à l'inquiétude et au stress quant aux risques réels de contracter le Covid19.

Nous demandons que la reprise pour les élèves du 1er degré puis du second degré soit reportée afin que les équipes disposent de davantage de temps pour préparer la rentrée et qu'elles bénéficient d'une véritable formation avant la reprise ; que le nombre d'élèves accueillis dans chaque classe respecte l'expertise de l'enseignant dans la limite de 10 élèves en élémentaire et 5 en maternelle.

Nous demandons également qu'une totale décharge de responsabilité soit assurée aux personnels, en cas de contamination.

Nous exigeons du temps et des protections dignes de ce nom, pour anticiper au mieux les obstacles et les difficultés et éviter le sacrifice de l'Éducation Nationale sur l'autel de l'économie.